



Journal de Roubaix

Quotidien de Roubaix Tourcoing et de la Région

BUREAUX
ROUBAIX - 40, rue de la
 République. Tél. 27.22, 27.23 et
 27.24.
TOURCOING - 22, rue
 Carnot. Tél. 27.
LILLE - 3, rue Faidherbe
 Tél. 22.21.
PARIS - 28, boulevard
 Poissonnière. Tél. Pro-
 vence. 77.94.
MOUScron - 106, rue de
 la Station. Tél. 2.44.
ANCIENS DIRECTEURS
 Jean Reboux
 Alfred Reboux
 Madame Alfred Reboux

BILLET PARISIEN

Le franc et les communistes

(D'UN RÉDACTEUR SPÉCIAL)

PARIS, 6 MAI (Minuit).

D'importants entretiens ont eu lieu mercredi après-midi entre les membres du gouvernement et M. Tannery, gouverneur de la Banque de France.

L'action défensive entreprise par notre institut d'émission contre la spéculation de la baisse a été approuvée par M. Sarraut et par M. Marcel Régnier.

Le ministre des Finances a déclaré mardi que, tant qu'il sera rue de Rivoli, l'embargo sur l'or n'est pas à redouter.

On sait que la main-mise de l'Etat sur le métal précieux signifie fatalement la rupture du contrat tacite permettant l'échange, contre de l'or, des billets de la Banque de France. L'embargo sur l'or n'est donc, en définitive, que le signal d'une attaque généralisée de la spéculation contre la monnaie, dont la valeur devient purement fictive. C'est la porte ouverte à l'inflation et c'est aussi la dévaluation réalisée en fait, sinon en droit.

M. Marcel Régnier a eu raison de donner ces assurances. Conjuguées avec les mesures de sauvegarde prises par la Banque de France, elles ont amené sur le marché des valeurs et des changes une détente que le gouvernement a été heureux de constater à l'issue de la conférence financière de mercredi après-midi.

Le gouvernement de demain apportera-t-il la même prudence dans l'examen des problèmes financiers?

Les conseils de sagesse prodigués par M. Herriot à la veille des élections seront-ils suivis par le Front populaire?

S'il fallait en croire les communistes, la politique du prochain cabinet aurait un caractère nettement révolutionnaire. Elle irait directement à l'encontre des intérêts du pays.

Au nom du parti moscovite, MM. Thorez et Duclos ont reçu la Presse. Ils ont déclaré que les communistes appuieraient de leurs votes le gouvernement de Front populaire, mais qu'ils n'en feraient pas partie. Ils exigent, toutefois, pour pratiquer la politique de soutien, la réalisation d'un programme minimum.

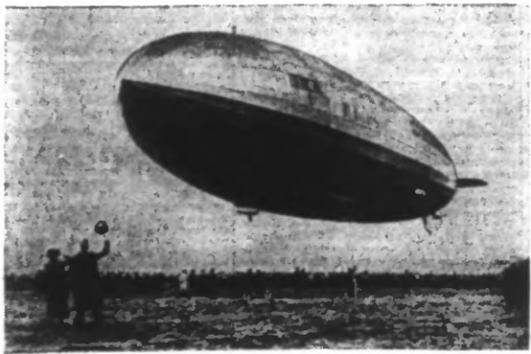
Dans ce programme, qu'ils ont rendu aussi anodin que possible, ils font figurer les prélèvements sur les fortunes. De multiples mesures inquisitoriales sont destinées, dans leur pensée, à la préparation et à l'aboutissement de cette réforme caressée de longue date par les marxistes de toute obédience.

Bien qu'ils s'appliquent à distinguer entre la petite épargne et les capitalistes, les communistes ne peuvent faire que le bout de l'oreille ne perce dans leurs déclarations. Ils veulent éviter pour l'instant de provoquer la panique. Ils feraient donc bien de se taire. Car le peu qu'ils dévoilent de leurs plans ne montre que trop bien qu'ils songent à ébranler les structures de l'économie française.

VOIR PAGE 8

Le Coin des enfants

LA PREMIÈRE LIAISON COMMERCIALE PAR AIR ENTRE L'EUROPE ET LES ÉTATS-UNIS



Le zeppelin « Maréchal-Hindenburg » est parti mercredi soir de Friedrichshafen, avec cinquante-deux passagers, pour réaliser la première liaison commerciale aérienne Europe-États-Unis. (Ph. Bol.)

Comment sera constitué le prochain ministère ?

LES COMMUNISTES N'Y ENTRERONT PAS

M. Thorez, qui l'a confirmé hier, a exposé le programme de son parti

Bien que le Cabinet Sarraut doive conserver la direction des affaires publiques jusqu'au 1^{er} juin, on se préoccupe déjà dans les couloirs de la Chambre, de la composition du futur gouvernement.

En ce qui concerne la présidence du Conseil, les pronostics les plus nombreux sont en faveur de M. Léon Blum, chef du parti socialiste.

Le portefeuille des finances reviendrait, dit-on, à M. Vincent-Auriol; celui du travail, à M. Salengro, maire de Lille, ou à M. Lebas, maire de Roubaix; celui des travaux publics, à M. Spinaasse, député de la Corrèze et celui de l'agriculture, à M. Monnet, député de l'Aisne. Pour le ministère de l'intérieur, on cite plusieurs noms, notamment ceux de MM. Frot, député du Loiret, Jouhaux et Racamon, de la C.G.T.

On parle de M. Stees pour les colonies, de M. Daladier pour la guerre et de M. Pierre Cot pour l'aviation. Quant à M. Herriot, qui a déjà décliné toutes fonctions dans le nouveau cabinet, il recueillirait la succession de M. Fernand Bouisson à la présidence de la Chambre.

Les déclarations de M. Thorez

Paris, 6 mai. — M. Thorez, député de la Seine et secrétaire général du parti communiste, assiste de M. Duclos, député, délégué à la propagande, avait convié, mercredi après-midi, les représentants de la presse au Palais de la

Il s'est prononcé en faveur de ceux qui veulent enrayer la crise, assurer du travail, défendre le franc.

Dans la deuxième partie de son exposé, le leader communiste indique quelles méthodes les communistes entendent suivre pour la réalisation du programme du Front populaire: tout d'abord « faire payer les riches ». Pour cela, dit-il, les parlementaires communistes opposeront sur le bureau de la Chambre, dès la rentrée, une proposition de loi tendant à effectuer un prélèvement extraordinaire et progressif sur les grosses fortunes.

M. Thorez déclare qu'il « ne s'agit pas d'expropriation et que cette mesure ne présente aucun caractère révolutionnaire ».

Ce prélèvement pourra permettre, dit-il, d'équilibrer le budget et de garantir la stabilité du franc.

D'autre part, le parti communiste commandera le vote d'un plan de grands travaux, l'amélioration des salaires, la semaine de 40 heures, la réparation des injustices créées par les décrets-lois, la revalorisation des produits agricoles.

Il proposera la nomination d'une commission chargée d'enquêter sur l'origine de certaines fortunes.

Dans le domaine intérieur, les mesures de plus de 6 février seront dissoutes.

Passant ensuite à la politique extérieure, M. Thorez se prononce en faveur d'une politique de paix et de sécurité collective dans le cadre de la S.D.N. au



M. LÉON BLUM, CHEF DU PARTI SOCIALISTE, PHOTOGRAPHIÉ DANS SA BIBLIOTHÈQUE. (Ph. N.Y.T.)

Mutualité afin de développer devant eux les grandes lignes du programme du parti communiste.

Un grand nombre de journalistes, tant français qu'étrangers, assistaient à cette réunion qui, commencée à 16 heures, s'est terminée à 17 h. 45.

Après avoir déclaré que le parti communiste constitue une des principales forces du pays et qu'il est l'initiateur du Front populaire, M. Thorez déclare que les communistes sont prêts à agir pour que se réalise la « grande espérance ».

Il s'attache ensuite à donner aux délégués leur signification.

« Notre peuple a tenu, dit-il, à affirmer sa volonté de maintenir la paix menacée par Hitler.

moyen des pactes d'assistance mutuelle. Il préconise le rapprochement franco-polonais et déclare que le nouveau gouvernement devra s'attacher à mieux soutenir la jeune démocratie tchécoslovaque.

Il appartient au parti socialiste, ajoute-t-il, de prendre la direction des affaires publiques.

« Ce parti peut être assure, dit-il, de tout notre appui et de notre concours. Mais nous ne participerons pas au gouvernement de front populaire. Nous sommes le parti de la classe ouvrière que nous voulons libérer du joug du capital.

« En attendant, nous soutiendrons tous les efforts de la démocratie, pour maintenir la paix et la liberté. Nous saurons assurer la stabilité ministérielle et nous veillerons strictement à la cohésion du front populaire.

« Le parti communiste insistera pour l'élection de comités du front populaire qui auront pour mission de poursuivre une tâche d'unification.

« Le parti communiste tend la main aux Orléans de feu, aux travailleurs catholiques, en vue de lutter pour le grand et l'avenir de notre France. »

Après cet exposé, des précisions furent demandées par les représentants de la presse sur divers problèmes de politique intérieure et extérieure.

M. Duclos déclara que les communistes français ne vont prendre leur mot d'ordre ni à Berlin, ni à Rome, ni à Moscou.

Les prélèvements sur les fortunes ne commenceront qu'à partir de 500.000 fr. Quant aux crédits militaires, les communistes seront vraisemblablement amenés à les consentir à un gouvernement de front populaire.

MORT DE M. DALIMIER

Paris, 6 mai. — On annonce la mort survenue mercredi soir, de M. Albert Dalimier, avocat à la Cour d'appel, ancien ministre, décédé dans sa soixante-troisième année.

Le monument au maréchal Foch sera inauguré à Lille le 24 mai

en présence du ministre de la Guerre, du maréchal Pétain, des généraux Weygand et Gamelin



LE MONUMENT AU MARÉCHAL FOCH. (Ph. Meurisse.)

(Lire l'article page 2.)

LA DÉFENSE DU FRANC

La Banque de France élève son escompte de 5 à 6 0/0

LA JOURNÉE D'HIER A ÉTÉ MARQUÉE PAR UNE RÉELLE DÉTENTE

Paris, 6 mai. — La Banque de France a élevé le taux de son escompte de cinq à six pour cent, celui des avances sur lingots de sept à neuf pour cent, celui des avances sur titres de six à huit pour cent et celui des avances à trente jours sur effets publics à échéance déterminée d'exécution pas deux ans, de cinq à six pour cent.

Le taux des bons ordinaires du Trésor de plus de 3 mois à un an, sera, à partir de jeudi, porté de 5 à 6 %.

Le taux de pension sur bons de la Défense nationale, pratiquée par la Caisse des dépôts et consignation, sera relevé de 5 1/2 à 6 1/2.

Une conférence sur la situation financière

Paris, 6 mai. — M. Albert Sarraut a conféré, mercredi après-midi, avec M. Marcel Régnier, ministre des Finances, en présence de M. Jean Tannery, gouverneur de la Banque de France, sur la situation financière.

Le président du Conseil a été heureux de constater que, devant l'attitude prise par le gouvernement, pour la défense du franc, la journée avait été marquée par une réelle détente, tant à la bourse que sur le marché des changes.

Ultime, il est possible que le président du Conseil et le ministre des Finances aient des entretiens sur le même sujet avec les chefs des principaux partis politiques, notamment de ceux qui constitueront la majorité de la nouvelle Chambre.

Les sorties d'or

Le bilan de la Banque de France qui sera publié jeudi, fera état, pour la semaine allant du 27 avril au 3 mai, d'une diminution de l'encaisse métallique atteignant un peu plus d'un milliard.

Il y a tout lieu de supposer que le bilan qui sera communiqué la semaine prochaine et qui intéressera la période allant du 4 au 9 mai, c'est-à-dire la semaine en cours, ne comportera pas, en ce qui concerne les sorties d'or, un total supérieur à celui de la période précédente.

Ce total sera même probablement moins élevé, car si lundi et mardi les sorties d'or ont été relativement importantes, mercredi elles ont diminué de façon notable et cela, avant même que fût connue la décision de la Banque de France de porter le taux de son escompte de 5 à 6 %.

Il est donc permis de penser que les attaques dont le franc est actuellement l'objet, seront jugulées, cette fois encore, par la seule intervention des moyens techniques dont dispose l'institut français d'émission.

Les devises-or sont nettement plus fermes à la Bourse de Londres

Londres, 6 mai. — Les devises-or ont été nettement plus fermes, mercredi matin, après les déclarations de M. Marcel Régnier, ministre des Finances français, démontrant les manures d'embargo sur l'or.

En conséquence, on cote, par rapport à la livre sterling, le dollar 4.96 1/16 contre 4.96 3/4, le franc français 75.37 1/2 contre 75.43, le franc suisse 15.29 contre 15.30 et le lire, 62.94 contre 63.12 1/2.

La fortune laissée par le roi Fouad est évaluée à 10 millions de livres

Le Caire, 6 mai. — On estime à 10 millions de livres la fortune laissée par le roi Fouad. Une grande partie de cette fortune est représentée par des bijoux, des objets d'art et la fameuse collection de timbres-poste qu'il a léguée à son fils.

La reine a droit à un quart de cette fortune.

Le reste sera réparti entre les six enfants du roi Fouad. Le roi Farouk recevra une double part.

Après la victoire italienne

LE CALME EST REVENU A ADDIS-ABEBA

L'Italie désire résoudre seule le problème de la paix en Éthiopie

Elle reconnaîtra, d'ailleurs, les droits de la France sur le chemin de fer de Djibouti et ceux de la Grande-Bretagne sur l'utilisation des eaux du lac Tsana

Rome, 6 mai. — Voici quelques détails sur l'entrée des troupes italiennes à Addis-Abeba.

Les troupes ont atteint la ville de deux côtés à la fois, la colonne motorisée entrant par la route impériale et quatre bataillons érythréens par la route de Louet.

Le maréchal Badoglio était à la tête de la première colonne qui comprenait des troupes de toutes les armes et de toutes les spécialités.

En premier lieu venaient les automobiles blindées, puis, sur un cheval bai, le maréchal Badoglio, suivi du sous-secrétaire d'Etat aux Colonies, M. Alessandro Lessona et du gouverneur de Rome, M. Giuseppe Bottai, ainsi que d'un état-major composé des généraux Melchiaro Gabba, Cona, Santini et Pirzio Biondi; ensuite venaient deux régiments d'infanterie de la division Sabauda, régiments nouvellement cons-

tités mise en mouvement, la plus importante étant jusqu'à présent une colonne de 16.000 hommes expérimentés en temps de manœuvres aux États-Unis.

« A force de vaincre, le Négus a perdu et nous, à force de perdre, nous sommes arrivés à Addis-Abeba », a déclaré le maréchal Badoglio aux journalistes en faisant allusion aux communistes éthiopiens qui ne faisaient qu'annoncer des victoires sur les Italiens.

La légation de France a dû repousser plusieurs attaques de pillards

Les informations reçues, à Paris, d'Addis-Abeba, à la fin de l'après-midi de mercredi, signalent que le calme revient petit à petit dans la capitale éthiopienne, mais que l'effervescence a con-



LA VILLE DE DIRÉ-DAOUA, QUI POSSÈDE UNE GARE IMPORTANTE DU CHEMIN DE FER DJIBOUTI-ADDIS-ABEBA. (Ph. Trampus.)

tinues et composés d'un bataillon du 3^e bersagliers et d'un bataillon du 3^e grenadiers.

Un régiment d'artillerie divisionnaire et quatre bataillons érythréens suivaient.

Le nombre des journalistes qui entrèrent à Addis-Abeba avec les troupes italiennes, était de quinze.

Toutes les unités marchaient drapées de drapeaux. Les colonnes étaient suivies d'un groupe de chars d'assaut rapides et d'un nombre interminable de camions. Cinquante avions survolaient la ville.

Le maréchal Badoglio s'est dirigé immédiatement vers le ghebi impérial où le drapeau italien a été hissé; les troupes présentaient les armes. Pendant ce temps, un bataillon d'Erythréens occupait les hauteurs dominant la ville.

La gare était occupée, ainsi que la station radiotélégraphique, les ministères et les casernes.

Les troupes ont aussi occupé le siège de l'association dite des « Jeunes Éthiopiens ».

Les mesures les plus sévères ont été prises pour que l'ordre soit maintenu.

La colonne motorisée qui est entrée dans la ville était forte de 25.000 hommes. C'est la plus forte qui ait jamais

tinué de régner, la nuit dernière, dans le secteur des légations.

La légation de France a dû repousser plusieurs attaques de pillards.

Vers minuit, notamment, sa grande entrée a été assaillie à coups de mitrailleuses par des Éthiopiens rebelles. Ceux-ci ont dû se replier, en laissant sur le terrain plusieurs morts. Dans l'enceinte de la légation, quelques réfugiés ont été blessés.

Trois tanks italiens et 50 Adonis ont aidé à dégager la légation.

D'autre part, le calme est revenu à la gare qui a été occupée mardi soir, par les Italiens.

Aucun des établissements des missions religieuses françaises n'a été pillé ou détruit pendant les troubles.

La nomination du gouverneur d'Addis-Abeba

Addis-Abeba, 6 mai. — Le maréchal Badoglio a nommé le major Giuseppe Bottai gouverneur civil d'Addis-Abeba. M. Bottai était gouverneur de Rome.

Comment l'Italie envisage l'avenir

Rome, 6 mai. — Dans les milieux officiels on commente, dans les termes suivants, la déclaration faite par M. Mussolini sur l'attitude italienne devant la solution du problème éthiopien :

M. Mussolini a exprimé clairement : L'Éthiopie est italienne. Quant à la forme juridique que pourra revêtir le nouveau statut, on verra... Ce qui importe, c'est la normalisation de la situation. L'Italie désire résoudre seule le problème de la paix.

Toutes les tentatives de conférence à 3, 4 ou 5 sont vouées à l'échec. Il en sera de même de toute tentative cherchant à ressusciter des négociations déjà tombées dans l'oubli.

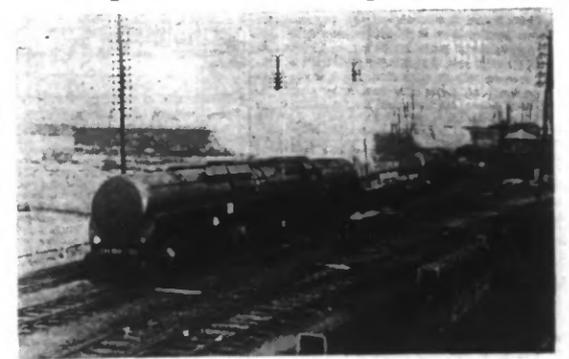
L'Italie reconnaîtra les droits légitimes des « terres punitives », en particulier ceux de la France, sur le chemin de fer de Djibouti et les droits anglais sur l'utilisation des eaux du lac Tsana.

Une jeune Marocaine met quatre enfants au monde

Casablanca, 6 mai. — Dans les confins du Sud marocain, près de Midelt, la femme du goumier indigène Mohamed Oudri, une jeune Marocaine de 20 ans, a mis au monde quatre fillettes parfaitement constituées.

La jeune mère est en bon état.

Les rapides de l'Afrique du Nord



Trois locomotives, d'un genre tout à fait nouveau, viennent de quitter les ateliers de Raismes, où elles ont été construites. Elles se rendent par leurs propres moyens à Dunkerque, où elles seront embarquées à destination de l'Algérie. Elles assureront le nouveau service des rapides de l'Afrique du Nord. (Ph. Bol.)